

## RÉPONSES À L'ENQUÊTE PUBLIQUE DE L'ARCEP DU 30 avril 2021 au 11 juin 2021

En préliminaire nous vous remercions pour l'ampleur et la précision du travail fourni mais nous demeurons sceptiques par rapport à l'application dans le temps de ces mesures. Nous tenons à rappeler que feu le CSMP avait pris des décisions visant à diminuer les quantités fournies, pour autant celles-ci n'ont jamais évité l'asphyxie des points de vente.

Pour en revenir au questionnaire, il est évident que l'historique des ventes et le choix du diffuseur doivent primer pour déterminer les quantités fournies.

Le complément doit être ajusté au plus près de l'historique des ventes, un réassort réactif doit pouvoir pallier aux éventuelles ruptures de magazines.

***Nous considérons que le retour d'expérience à l'échéance de 6 mois devrait servir à déterminer le bien fondé des mesures prises.***

En période de test (6 mois) nous considérons que toutes les propositions formulées dans l'enquête publique ont leur intérêt. L'écart qui peut exister entre théorie et pratique nous oblige à penser qu'il faudra réunir à nouveau tous les acteurs de la filière afin d'entériner la nouvelle réglementation.

**L'Arcep devrait avoir les outils et les moyens d'opérer des réajustements et éventuellement de contraindre les éditeurs défaillants, afin que l'objectif de la réforme (baisse du nombre d'invendus sans perte de chiffre d'affaires, limitation de la manutention, ponction de notre trésorerie) soit atteint.**

Un projet de réforme aussi bien pensé soit-il (raison pour laquelle nous avons fait le choix de ne pas répondre à toutes les questions) ne peut être considéré comme bénéfique qu'avec l'aval des marchands (dernier maillon de la chaîne), qui vivront au quotidien les conséquences de cette réforme.